

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18279 - 71ÈME ANNÉE

Face aux candidats du système, l'alternative de l'Union des forces de progrès

Pour la rupture avec le système du chômage à La Réunion

Les derniers chiffres du chômage publiés par l'INSEE soulignent l'échec du système mis en place depuis 70 ans à La Réunion et dans d'autres régions. Le 6 décembre, les Réunionnais pourront rompre avec ce système et avoir l'espoir d'un changement possible, en votant pour la liste de l'Union des forces de progrès pour le développement et l'égalité conduite par Patrick Lebreton.



Après le succès du dernier grand meeting à Saint-Louis, l'Union donne rendez-vous dimanche à Saint-Denis.

Dans un communiqué diffusé hier, l'INSEE a souligné que le chômage est beaucoup plus fort dans les quatre départements créés en 1946 qu'en France. Selon les critères retenus par l'INSEE, le pays le moins touché, la Martinique, a un taux de chômage de 19,4 % et le plus atteint, La Réunion, 26,4 %. En France, ce taux est de 9,9 %. Le rapport est donc compris entre le double et le triple. En Guadeloupe, Guyane, Martinique et à La Réunion, 53,6 % des jeunes sont au chômage. La proportion de personnes en sous-emploi est de 12,7 %, soit le double de la France.

Le gâchis du BUMIDOM

Ces données confirment l'échec du système mis en place depuis 70 ans. Quand les peuples de ces quatre pays ont revendiqué l'abolition du statut colonial et la transformation en département, c'était pour obtenir l'égalité. C'était le moyen le plus rapide pour régler des problèmes urgents. La misère faisait des ravages, en particulier à La Réunion. Cette égalité devait être appliquée au 1er janvier 1947. Cela devait permettre ensuite de passer à la politique du développement. Mais l'égalité a été refusée, et le développement mis de côté.

Il apparaissait pourtant évident que l'arrivée à La Réunion de la Sécurité sociale et l'amélioration de la situation sanitaire allaient entraîner un fort accroissement de la population. Cela impliquait donc de rechercher dès 1947 les moyens de valoriser cette croissance démographique.

Mais les gouvernements en place à Paris ont choisi une toute autre politique. Ils ont organisé le départ massif de la jeunesse pour répondre aux besoins des industriels et des services publics en France. C'était le BUMIDOM. Il a rencontré un grand succès aux Antilles. Le résultat, c'est un taux de chômage de 19,4 % en Martinique, et 22,3 % en Guadeloupe. Ces deux départements s'approprient à devenir ceux qui auront la moyenne d'âge la plus élevée de toute la République, car ils ont été vidés de leur jeunesse.

À La Réunion, la résistance au BU-

MIDOM a permis de préserver une partie du dynamisme démographique.

Changeons de système

Dans les données diffusées hier par l'INSEE, c'est La Réunion qui a le plus fort taux de chômage, avec 26,8 %. Rien que pour le stabiliser, il est nécessaire de créer plus de 7.000 emplois par an. À l'époque des grands chantiers, au plus fort de son dynamisme économique, ce nombre n'avait pas pu être atteint. Depuis que Didier Robert, Huguette Bello et Gilbert Annette ont pris la décision de stopper les grands chantiers qui relevaient de leur compétence, les créations d'emploi ont plongé. Désormais, le système produit mécaniquement plus de 4.000 nouveaux chômeurs par an, malgré une aide de l'État de plus de 200 millions d'euros pour soutenir la création de contrats-aidés.

Avec un tel bilan, il est clair qu'il faut changer de système.

Le choix de l'Union

Dans un mois, les Réunionnais au-

ront cette possibilité. Les candidats de ce système sont clairement identifiés : Didier Robert et Bello-Annette. Ils ne veulent pas le remettre en cause, et ils veulent encore accentuer la crise en soutenant la poursuite du projet de la NRL, quitte à le financer par un péage.

L'Union des forces de progrès conduite par Patrick Lebreton a inscrit dans son programme la rupture avec ce système. D'ailleurs, quelques semaines après les élections, le débat sur l'égalité réelle commencera. Il ouvre la voie à une réforme institutionnelle qui permettra justement de changer de système.

La Réunion peut être en phase avec ce développement, avec l'Union des forces de progrès pour le développement et l'égalité.

M.M.

Meeting dimanche à la salle Candin

L'Union présentera ses candidats à Saint-Denis

Le 8 décembre prochain à la salle Candin sera présentée la liste de l'Union des forces de progrès pour le développement et l'égalité. C'est un rendez-vous attendu partout dans l'île. Les militants sont sur le pont pour assurer la réussite de cet important rendez-vous. Il marquera également le grand retour à Saint-Denis des Forces de Progrès, composée notamment de l'union entre les communistes, les socialistes et les radicaux de gauche.

Les sympathisants des Forces de Progrès ont donc accéléré la campagne ces derniers jours, pour un grand succès dimanche à la salle Candin. Le rendez-vous est donné à 9 heures.

Autre temps fort de la campagne : une réunion publique vendredi à Saint-Paul avec Patrick Lebreton. Rendez-vous à 19 heures à l'Espace citoyen de Saint-Paul.

Édito

Où est l'égalité ?

Hier à Mayotte, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à l'appel des syndicats. Le mot d'ordre était le suivant : « l'égalité des droits, la solidarité et une vraie justice à Mayotte ».

Voici quelques propos tenus par Salim Naouda, secrétaire général de la CGT Mayotte, devant les caméras de Mayotte Première : « Depuis la départementalisation en mars 2011, toutes les obligations et tous les devoirs ont été étendus à Mayotte mais les droits n'y sont pas totalement assurés (...) Il est inadmissible que dans le secteur privé, on ne soit qu'à 22 % du code du travail national appliqué ».

Les inégalités entre public et privé ont aussi été rappelées. Le Journal de Mayotte a interrogé un membre de l'association Tama, engagée dans le soutien aux anciens détenus. « Nous effectuons le même travail que nos collègues métropolitains, sur des problématiques parfois plus lourdes, mais sans conventions collectives du travail social à Mayotte. » Sans majoration de salaire, difficile de tenir la route, « nos salariés préfèrent se diriger vers l'éducation nationale qui offrira une indexation de 30% au 1er janvier prochain. »

Le cortège est arrivé devant la préfecture. Reçue par le préfet, une délégation a eu la réponse suivante : « se tourner vers George Pau-Langevin lors de son arrivée entre le 9 et le 11 novembre », écrit le Journal de Mayotte.

En conséquence, les syndicats appellent à une grève générale lors de la venue de la ministre

lundi à Mayotte.

Cette manifestation n'est pas sans rappeler celles qui ont été menées pendant des décennies par les Réunionnais pour obtenir l'égalité des droits inscrite dans la loi du 19 mars 1946. Elle montre également que comme à La Réunion, l'État a décidé que seule une partie des travailleurs a le droit à une prime pour compenser la vie chère.

La France a choisi d'intégrer Mayotte, mais elle y applique les mêmes recettes qui ont donné le résultat que tout le monde peut constater dans notre île.

C'est bien l'urgence de changer le système qui est posée, car il interdit l'égalité.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Élections régionales

Jean-Yves Ananelivoua, La Possession : voter et faire voter la liste “Pour une Réunion Nouvelle” !

Voici le contenu de la lettre adressée ce 3 novembre par Jean-Yves Ananelivoua à la direction du Parti communiste réunionnais au sujet de la situation politique à La Possession, dans la perspective des élections régionales.

Chers camarades,

Je suis membre du PCR depuis 38 années, et à jour de mes cotisations. Ancien d'EDF, j'ai toujours défendu la cause de mes camarades travailleurs. J'ai même fait grève de la faim pour obtenir le respect des droits syndicaux à l'entreprise. Le PCR est le premier parti qui a toujours été solidaire des travailleurs et de leurs luttes. Certes, il le fait à travers ses dirigeants et élus. Mais, nous n'avons jamais manqué la solidarité du journal “Témoignages” et de ses journalistes.

Aujourd'hui, j'habite à la Possession. Je vote à Sainte-Thérèse depuis 2012. J'ai voté aux élections départementales de mars dernier pour les candidats présentés par le PCR : Philippe Robert et Anne Flore Deveaux. Je suis surpris par la situation politique sur place aujourd'hui. Huit mois seulement après une brillante victoire collective, les 2 élus tournent le dos au PCR.

Pire, ils se déchirent en public. C'est triste car l'une et l'autre ont été incapables de se montrer digne de la confiance que la population a mis en eux. S'ils sont à nouveau candidats, je souhaite qu'ils reçoivent une bonne correction pour qu'ils apprennent à respecter les électeurs.

Ce qui m'inquiète le plus, c'est l'attitude de la section Communiste. Voilà des personnes qui se sont fait élire pour représenter le PCR à la Possession et représenter la Possession dans les instances du PCR. Mais, aux prochaines élections, ils décident de saborder l'organisation et de combattre le candidat du Parti. Je suis triste et révolté. Devant le vide ainsi voulu, je lance un appel pour regrouper les Communistes sincères afin d'appliquer la décision du Parti, de faire élire la liste d'Union PCR-Progrès, conduite par Patrick Lebreton. Pour moi, les débats internes dans les instances sont terminés depuis la décision du Conseil Politique de Sainte-Suzanne. Dès le 6 décembre, il faut voter et faire voter la liste “Pour une Réunion Nouvelle” !

Je souhaite être utile à la mesure de mes moyens.

Fraternellement.

Jean-Yves Ananelivoua

Près d'un actif sur quatre au chômage dans les DOM

La Réunion région la plus touchée par le chômage : 26,8 % selon l'INSEE

Dans un communiqué diffusé hier, l'INSEE présente une synthèse de travaux sur le taux de chômage en Guadeloupe, Guyane, Martinique et à La Réunion. Dans ces 4 régions, c'est à La Réunion que la crise est la plus forte, avec 26,8 % de taux de chômage selon la définition utilisée par l'INSEE. Voici ce communiqué.

Lors de sa dernière photographie du marché du travail en France, l'INSEE fait un zoom sur la situation dans les DOM. À partir de 2014, l'enquête Emploi en continu a été étendue aux départements d'outre-mer à l'exception de Mayotte, ce qui permet dorénavant des comparaisons homogènes avec la métropole.

L'institut vient également d'analyser l'emploi et le chômage au travers des nouvelles régions depuis la crise.

24,1 % des actifs sont au chômage dans les DOM

Ce taux varie cependant d'un département à l'autre : 26,8 % à La Réunion, 23,7 % en Guadeloupe, 22,3 % en Guyane et 19,4 % en Martinique. Il est largement supérieur au taux de chômage métropolitain (9,9 %).

La situation des jeunes sur le marché du travail y est particulièrement précaire puisque plus de la moitié (52,3 %) des actifs âgés de moins de 25 ans vivant dans l'un de ces départements est au chômage.

Comme en métropole, le taux de chômage des hommes dépasse désormais celui des femmes à La Réunion, ce qui n'est pas le cas aux Antilles et en Guyane.

Le nombre de personnes dans le halo autour du chômage est plus important qu'en métropole, et atteint près de 130 000 personnes, soit 14 % de la population active ou inactive souhaitant travailler (jus-

qu'à 20 % en Guyane).

La participation au marché du travail dans les DOM est moins importante qu'en métropole

Le taux d'activité s'établit en moyenne à 53,6 %, soit 2,7 points de moins qu'en France métropolitaine.

Les caractéristiques des emplois occupés dans les DOM diffèrent sensiblement de celles de la métropole. Le non-salariat est davantage développé (15,3 % des emplois dans les DOM, contre 11,5 % en métropole), tandis que les catégories socioprofessionnelles supérieures y sont moins représentées (8,5 % de cadres contre 15,2 %).

Les emplois se concentrent encore davantage dans le tertiaire, à 81,7 % (76,9 % en métropole), alors que la part du secteur industriel, à 6,6 %, est deux fois plus faible qu'en métropole (13,1 %).

Travailler à temps partiel est plus répandu dans les DOM (22,2 % des emplois contre 18,9 %) et la part d'actifs occupés en situation de sous-emploi (12,7 %) est deux fois plus importante qu'en métropole (6,4 %).

Depuis la crise, l'emploi augmente dans les DOM

Fin 2014, plus de 575 000 personnes occupent un emploi salarié ou non

dans les DOM. Depuis la crise en 2007, l'emploi a progressé dans tous les départements ultramarins à l'exception de la Martinique (- 0,4 %). L'emploi a ainsi augmenté de 6,1 % en Guadeloupe, de 7,8 % à La Réunion et de 10,1 % en Guyane.

Sur la même période, en métropole, seule la Corse s'avère plus dynamique (+ 11,3 %). À l'opposé, c'est dans la nouvelle région Bourgogne Franche-Comté que l'emploi a le plus diminué (- 4,6 %).

Pour en savoir plus :

« Emploi et chômage dans les nouvelles régions depuis la crise », Insee Focus n° 40 - Novembre 2015 ; « Une photographie du marché du travail en 2014 », Insee Première n° 1569 - Octobre 2015 ;

« Emploi et chômage : le paradoxe réunionnais », Publication Cerom - Septembre 2015 ;

« Un taux de chômage de 26,8 % en moyenne en 2014 », Insee Flash Réunion n° 32 - Juin 2015 ;

Les séries longues du chômage et de l'emploi à La Réunion sur www.insee.fr/reunion.

6e universités de la profession comptable de l'océan indien

L'océan un atout pour La Réunion

Chefs d'entreprises, institutions, chambres consulaires, politiques... Des forces vives de La Réunion étaient présentes aux 6e Universités de la profession comptable de l'Océan Indien (UPCOI), évènement annuel organisé par la profession comptable de La Réunion. L'Océan, en tant que relais de croissance, était au cœur des débats...

Lancées en 2010 par la profession comptable (Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables (CROEC), Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes (CRCC) et représentants de l'île Maurice, de Madagascar, de l'Afrique du Sud, et de l'Inde selon les époques), les Universités de la profession comptable se veulent un espace d'échanges et de créativité.

« Nous souhaitons contribuer à l'étude des problématiques économiques majeures qui sont susceptibles d'impacter La Réunion ainsi que les pays de la zone OI, apporter une vision critique et transversale sur notre économie en général, et projeter les chefs d'entreprises dans des schémas de réflexions propices au développement de leur activité », confie Marcelino Burel, Président du CROEC.

Cette année, les UPCOI étaient consacrées à l'Océan, en tant que source d'opportunités et de développement pour notre économie. Les ateliers ont permis aux participants de dessiner leur vision de l'avenir, entre menaces et opportunités. Plusieurs sujets ont été

abordés : Les échanges maritimes et leurs impacts sur le développement du territoire, les industries de la mer, les ressources maritimes et les nouveaux enjeux, ou encore la question de savoir qui contrôle la mer.

L'avenir c'est la mer

Point d'orgue de la journée, la conférence conduite par Christian Buchet, (membre de l'Académie de Marine, ancien secrétaire général du Grenelle de la mer, et directeur du Centre d'études et de recherche de la mer de l'ICP qu'il a fondé en 1997), a ouvert de nouvelles perspectives.

« Voie de circulation majeure pour le commerce international, réservoir de ressources naturelles aussi bien énergétiques qu'alimentaires, la mer est l'avenir de notre planète et la chance de la France, la clef pour une compétitivité retrouvée. Les opportunités offertes sont étonnantes et nombreuses. Mais, au-delà des avantages économiques et géostratégiques bien réels, qui font déjà de la mer le théâtre d'une compétition féroce entre états, mesurons-nous

seulement le potentiel extraordinaire des découvertes susceptibles de transformer en profondeur notre civilisation ? », questionne Christian Buchet.

L'économie bleue chance à saisir

Selon lui, nous avons la chance de vivre un moment exceptionnel de l'Histoire. Nous vivons un temps de transition qui ouvre à tous les possibles. La mer est au sens le plus fort une « Nouvelle frontière », le rivage de notre avenir, une « Terra Incognita » où se concentrent la quasi-totalité des solutions pour un avenir désirable... Et il serait grand temps de « maritimiser les esprits ».

« Plus que jamais, l'économie bleue est une chance à saisir. La Réunion n'a pas d'autre choix que de regarder, comprendre et s'ouvrir aux richesses que recèle l'immensité salée », conclut Bernard Fontaine, Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes.

Di sak na pou di

Debout dans le bus : scandaleux

Nous venons d'apprendre que dans les cars jaunes, il serait désormais possible d'accepter des personnes debout alors que les règlements ne le permettaient jusqu'à présent qu'en agglomération.

Que ceux qui ont décidé pour faire davantage de profits et réduire les rotations essaient de rester debout dans un bus plus de 10 minutes, sans chavirer. Je les mets au défi d'y parvenir.

Le bus est le moyen de transport que prennent les gens les plus pauvres, les enfants et les vieilles personnes. À l'heure où on ne cède plus sa place aux « vieux et handica-

pés », notre association s'insurge contre cette décision qui risque de générer des accidents, d'autant plus qu'il s'agit de personnes fragilisées et souvent handicapées (comme s'il n'y avait pas déjà assez d'insécurité dans nos bus au détriment de personnes fondamentalement vulnérables !)

Le bus est le seul moyen actuel permettant aux personnes âgées de conserver un minimum de contacts sociaux et de ne pas sombrer entre leurs 4 murs dans la solitude.

Les sociétés de cars qui ont signé des contrats avec les communes se doivent d'assurer un service public,

au bénéfice de la population et non de remplir leurs caisses au détriment de celle-ci

Et on prétend mettre en place 2 000 bus-dont nous n'avons d'ailleurs pas encore vu la couleur depuis le début de la mandature..."promesses, promesses"...

Et pourquoi pas un tram-train, qui en fin de compte sera plus stable et donc plus confortable, plus rapide (engorgements) et plus écologique que tous les bus du monde au service exclusif du privé. ? (confirmé par toutes les enquêtes préliminaires faites par des spécialistes CGEA, CODRA, SOFRETU) sur la demande de nos Assemblées)

Association Respa Seul

Loi de santé : santé de qui ?

Il semble de plus en plus évident que cette loi s'inscrit dans le contexte plus vaste du traité de libre échange transatlantique (le TAFTA) qui constitue en fait une colonisation de l'Europe par les Etats-unis au profit EXCLUSIF des transnationales. Revenons à la santé, cette loi instaure l'obligation de souscrire à une « Mutuelle » pour tous les salariés.

Le mot « mutuelle » est un symbole censé susciter l'adhésion des citoyens (mutuelle=partage=solidarité) Rien n'est plus inexact : ces mutuelles-là ont depuis longtemps été remplacées par des sociétés financières capitalistiques n'ayant plus rien à voir avec cette dénomination : budgets publicitaires pharaoniques, structures des rémunérations dignes de sociétés du CAC40 et opacité totale de la gestion grâce à MST, digne héritière de Douste-Blazy ou Bachelot.

La mécanique est bien rodée : elle a été habillée pour ressembler à une idée de gôche

1- organisation de l'insolvabilité de la sécurité sociale (le mythe « trou de la sécu ») qui représente environ 2 % de son budget annuel, c'est dire l'importance du fromage

qui fait saliver tous les rats de ce pays et autres lieux. Il serait aisément comblé si l'état et les transnationales voulaient bien payer leur écot

2-mise au pain sec des soignants sous prétexte d'austérité (la dette)

3- « mutuelles » obligatoires

4- obligation de pratiquer le tiers-payant

5- décision par 3 députés un 15 août de modifier le ratio de remboursement sécurité sociale - « mutuelles » de 70/30 à 60/40 puis 50 :50 ceci sur 2 à 3 années.

6- achat des médecins pour un pourboire (le ROSP) pour qu'ils offrent les données de leurs patients à l'Etat (par exemple à la Réunion par adhésion à OIIS) qui les offrira au secteur privé, qu'il le veuille ou non.

En quelques années organisation de l'irréversibilité puisque toutes les données seront détenues par des sociétés privées et stockées sur des serveurs de droit américain (extraterritorialité des lois Américaines : OIIS/plexus est piloté par cap geminogeti présente sur 40 pays, dont les USA. Demandez à BNP / Société Générale, etc, ce que cela leur a coûté pour l'avoir « oublié »)

7- finalement les professionnels de

la santé (pas seulement les médecins) se retrouveront des acteurs très périphériques d'un secteur entièrement exploité par des sociétés financières alliées à GAFA.(Google Apple Facebook et Consorts) On nous promet le meilleur des mondes avec un secteur de santé entièrement robotisé fondé sur le tout-génétique : relisez d'urgence Aldous Huxley et revoyez « bienvenue à Gattaca ». Ce projet signe la recomposition de l'échiquier politique : depuis l'opposition traditionnelle droite-gauche vers une opposition plus moderne : Atlantiste-Souverainiste ou ultracapitalisme anglosaxon versus socialisme (rien à voir avec un parti qui par un accident de l'histoire porte encore ce nom) nous suggérons que le parti de M. Hollande et consorts soit rebaptisé Parti Atlantiste Les idiots utiles en restent à considérer le tiers payant généralisé comme une avancée, en ignorant tout de ce qui se trame dans l'arrière boutique.....

« Quand le sage montre le ciel, l'imbécile regarde le doigt ! » « patients, professionnels de santé, « avant d'adhérer à un réseau de soins ou d'être hospitalisé, demandez la garantie signée, que vos données de santé ne seront pas exploitées par OIIS (PLEXUS)

Federation des Médecins de France Reunion

Lettre au JIR

La lecture du JIR daté du 30/10/15, m'a plongé dans un abîme de perplexité. « La Réunion a honoré un extrémiste », « tapis rouge pour le ministre indien d'extrême droite », rien que ça. Les journalistes, M. Talpin et Latournerie me paraissent fort présomptueux. Que savent-ils de l'Inde, de sa situation politique, de son passé depuis l'indépendance du 15 août 1947 ?

Personnellement, cela fait 20 ans que je séjourne annuellement en Inde et je n'ai jamais noté que l'extrême droite existait sur le sub-continent. J'ai assisté à des meetings politiques et rencontré le président Kalam ainsi que Narendra Modi, deux hommes charismatiques, à l'envergure exceptionnelle. Je vois mal comment l'ancien gouverneur du Gujarat a pu nommer un raciste dans son gouvernement.

L'ethnocentrisme, la mauvaise foi et le révisionnisme n'ont jamais paru

aussi évidents sous la plume de ces messieurs.

Pour information, le BJP indien n'a aucun rapport avec l'extrême droite telle que l'Occident le conçoit et le RSS n'est pas une organisation paramilitaire mais un groupe de résistance contre une occidentalisation à outrance. Que ce soit le *Courier international*, le *Monde*, ou *The Economic Times*, tous des organes de presse occidentaux, avec des journalistes à l'optique déformée, ne représentent en rien la réalité indienne. L'accession à l'indépendance fut autant l'œuvre du Mahatma Gandhi que de héros nationaux tel Chandra Bose et, peu importe ce qui a été prôné au cours de la seconde guerre mondiale. C'est comme si le général De Gaulle avait été l'auteur de tous les massacres en Algérie après son fameux « je vous ai compris ».

Et si ces scribes pays publiaient une

liste de nations « fréquentables », avec des dirigeants aux CV respectables ? Depuis quand le nationalisme est un crime ? La France et La Réunion ont-ils des leçons à donner ?

Je crois sincèrement que l'ignorance en la matière est coutumière du fait, qu'il est facile de faire le portrait moral d'un dirigeant absent et surtout, se considérer comme le nombril du monde du fin fond d'une post-colonie de l'océan indien.

Hélas pour nos éminents journalistes, aucune personnalité n'a regretté la venue d'un ministre d'une nation-mère pour la Réunion, parmi plusieurs autres civilisations constitutives de notre peuplement.

La prochaine fois, un effort d'objectivité avec des sources autorisées, serait bien opportun. Et saluons l'initiative de monsieur le Consul de l'Inde à La Réunion.

Radjah Veloupoulé

Oté

Sak i rasanm plito ké sak i diviz !

Lindi soir, dann in l'émisyon dann télé, moin la antann sak i apèl in politolog kozé. Kosa i lé sa ? Sé in moun k'i vé étidyé la politik konmsi l'été in syans égzak. Li té i done son poinn-vizé dsi bann parti... li té i done son dyagnostik konm in doktèr i fé dsi la santé é dsi la maladi... Moin pèrsonèl, mi ékout ali bien é mi trouv lé gonflé k'in moun déor-sanm pou moin – i koné pa pou vréman lo pèp rényoné, i pé fé lo doktèr bann parti rényoné. Konète lo sipèrstriktir, san konète lo l'infra-striktir sé konm k'i diré fé dé mirak.

Kan i poz ali in késtyon dsi nout parti, ala ké li réponn lo PCR lé pa an bone santé, pars li lé oblizé mète ali ansanm in n'ot parti olèrk fé konm kan li la fé l'alyans – solman, pétète li koné pa, i fo pa obliyé, dann l'alyans l'avé osi plizyèr parti konm Pari kominis, mé galman freedom, lo mra, lo parti sosyalis rényoné épi désèrtènn pèrsonèl la sosyété sivil.. Dann lo nouvo l'inyon nana sirtou lo PCR épi lo Progré. D'aprè sak mi antann dann so l'inyon-la toulmoun lé pa parèy, mé nana plizyèr z'afèr rant lé dé, plizyèr kékshoz lé z'inn é lé z'ot i partaz é pétète sa va pèrmète azot fé z'ot l'avnir ansanm.

Vintan ? Lé long é lé kourt an mèm tan, vintan pou sort la kriz..

Dabor zot i pans nout sistèm i ariv o bout son kapasité . Konm li lé, li la poin lo moiyn pou règ lo bann problèm nout péi : son dévlopman, la késtyonn l'anploi, la késtyonn l'ansègnman avèk lo nonm z'ilétré ké nana, la késtyonn sékirité... Arzout èk sa lo nouvo z'alyé i pans la sityasion tèl-ke-sé i sava vni plizanpli grav. Pa pars nana la kriz zordi, mé pars nout péi lé an kriz dopi in bonpé d'zané é li lé pa dékolonizé pou vréman. Bann Progré i di zot i partaz lo mèm l'analiz ké PCR é zot i domann la riptir pou konstrui in Rényon Nouvèl. Zot la shoizi sak i rasanm plito ké sak i diviz !

Justin

« Sé kan li lé pti k'i arash pyé z'épine » – In kozman pou la rout

Lé sir ké lé pli fasil rash ali kan li lé pti kisoï in korbèy d'or, in sapan, sansa in pyé d'zèpinar sansa in n'ot kalité z'épine. Pars kan li lé fine grandi, son zépine lé gran, son rasine lé bien pri dann la tèr. Donkalor lé dir rash ali : ala pou son sans prop ! Astèr pou son sans figiré : zot i pans pa i fo siprime in danzé kan li lé pankor bien grav. Pars si ou i lès ali fèr, li domine aou é ou i pé pi fé arien po siprime ali. Sa lé vré osi kan na in poison i mine in sosyété : sé kan li komans k'i fo atak ali. Si ou i lès ali bien instalé, tro tar mounoir ! Na pi arien pou fèr ! Kosa zot i anpans ? arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! zot va oir, k é rant-rant, ni pé z'ète tazantan dakor rantre nou.